

# “Des soins de base gratuits pour tous”

## “Supprimer le ticket modérateur, c’est possible, c’est une question de choix”

Entretien François Brabant et Laurent Gérard

**D**epuis les élections de mai 2014, Jean-Pascal Labille a pris du champ. L’ancien ministre fédéral des Entreprises publiques, le trouble-fête du PS liégeois dont la liberté de parole a si souvent donné des sueurs froides à Elio Di Rupo, s’est reconverti en gestionnaire plutôt discret. Mais pas question de renoncer à la politique. En guerre contre l’immobilisme des partis (y compris le sien), le secrétaire général des mutualités socialistes plaide pour une petite révolution : la suppression du ticket modérateur – la partie des dépenses de santé qui reste à charge du patient après le remboursement de l’assurance-maladie. Des soins gratuits, donc.

**L’accès aux soins reste-t-il un problème dans notre système pourtant performant ?**

Un Wallon sur cinq reporte des soins pour des raisons financières, que ce soit chez le généraliste, l’opticien, le pharmacien ou le dentiste. C’est encore plus le cas dans les familles monoparentales, qui concernent surtout des femmes. Nous tenons donc à couvrir le ticket modérateur et permettre aux gens de se soigner sans que cela leur coûte de l’argent.

**Les faibles revenus bénéficient d’une intervention majorée (Bim). Cela ne suffit pas ?**

C’est bien pour les personnes qui ont le statut Bim. Mais entre ce statut et ceux qui n’ont aucun problème financier, il y a toute une zone grise, de plus en plus importante. C’est la classe moyenne, qui est fragilisée et à laquelle il faut prêter une grande attention. Mais même pour ceux qui ont les moyens de se soigner, je défendrai la réassurance du ticket modérateur, sur la base du principe de solidarité qui fonde la sécurité sociale : vous cotisez en fonction de vos revenus et vous y re-

courez en fonction de vos besoins.

**Vous voulez supprimer le ticket modérateur pour tout le monde ?**

A la mutualité socialiste, dès le 1<sup>er</sup> avril, nous allons prendre en charge le ticket modérateur pour toute consultation chez le généraliste et le gynécologue. Une seule condition : avoir un dossier médical global chez son généraliste.

**C’est votre offre. Mais cela s’accompagne-t-il d’une proposition politique d’abolir le ticket modérateur ?**

Oui. On sait que si on veut généraliser cela dans le cadre de l’assurance-maladie, cela prendra du temps. On sait aussi que, compte tenu des contraintes budgétaires, cela va être compliqué. Nous avançons donc avec les moyens qui sont les nôtres, c’est-à-dire l’assurance complémentaire. Mais dès à présent, notre objectif politique est bien celui-là : la suppression totale du ticket modérateur.

**Combien cela coûterait-il à la sécu ?**

Je n’ai pas calculé. Dans l’épure budgétaire actuelle, ce n’est pas possible, mais nous ne sommes pas là pour suivre le vent. J’estime que c’est un combat qui doit devenir prioritaire, et qu’on peut faire aboutir dans les cinq ou dix ans.

**Cela risque d’être impayable, non ?**

Non. Les sommes que l’on affecte à la sécurité sociale résultent d’un choix politique. Est-ce qu’on se pose autant de questions quand il s’agit de réduire les cotisations sociales des entreprises sans contrepartie de création d’emplois ?

**Certains estiment que, quand les soins deviennent gratuits, il y a surconsommation.**

• Le patron des mutualités socialistes veut la fin du ticket modérateur chez le généraliste, le dentiste ou le gynéco.

• Jean-Pascal Labille dénonce “un gouvernement de comptables”.

Nos études montrent que ce n’est pas vrai. Il faudra me montrer les gens qui vont par plaisir chez le médecin ou le dentiste. Il n’y a pas de surconsommation. Bien au contraire. Quand la première ligne (le généraliste) joue son rôle, parce qu’elle est accessible, la deuxième ligne (les spécialistes) coûte moins cher.

**Le système idéal, c’est une première ligne gratuite et des soins spécialisés payants ?**

Une première ligne gratuite et derrière, des spécialistes qui prennent le relais. Mais là aussi, il faut un cadre. Quand on voit certains suppléments d’honoraires...

**On annonce de nouveaux efforts budgétaires (100 millions d’euros) dans la sécu. Où peut-on encore économiser ?**

Ce déficit de 100 millions vient du secteur du médicament. Que Maggie De Block, ministre des Affaires sociales, s’adresse donc à l’industrie pharmaceutique. Mais dans quelques mois, on aura des déficits bien plus importants. Ce qui est compréhensible avec une croissance du budget des soins de santé réduite à 1,5 % alors que les dépenses augmentent naturellement de 2,5 à 3 %.

**Que proposez-vous ?**

Il faut revoir le financement des hôpitaux, réduire l’offre hospitalière, développer les soins à domicile et entre l’hôpital et le domicile... Si on veut mener tous ces chantiers, ce n’est pas le moment d’économiser. Il faut au contraire investir pour obtenir ensuite des effets retour. Mais on a tapé dans la sécu. Elle est devenue la variable d’ajustement, un instrument de politique économique au service des entreprises.

*“Un Wallon sur cinq reporte des soins pour des raisons financières. C’est encore plus le cas dans les familles monoparentales.”*

## Repères

### La gratuité des soins, ça existe déjà

**Solidarité.** La gratuité n'est pas un concept neuf dans le système de soins belge. D'une part, la majorité des maisons médicales fonctionnent sur le principe du forfait : l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (Inami), par le biais des mutuelles, paie à la maison médicale, tous les mois et par

abonné en ordre de mutuelle, une somme fixe. Ce forfait est payé, que les services de la maison médicale (généraliste, kiné et infirmier) soient utilisés ou non. La personne inscrite ne paie alors plus lors des consultations ou visites. L'ensemble des forfaits permet à la maison médicale d'organiser les soins pour tous. Une solidarité se crée ainsi entre bien portants et malades. D'autre part, les mutuelles remboursent la totalité des soins dentaires des moins de 18 ans.

Certaines mutuelles ont élargi cet avantage pour les jeunes aux généralistes, voire aux spécialistes, pour autant que ceux-ci respectent les tarifs de l'Inami. Par ailleurs, certaines régionales des mutualités socialistes remboursent déjà à 100 % les soins de première nécessité pour tous leurs affiliés, quel que soit leur âge, mais avec une franchise de 25 €/an et un plafond à ne pas dépasser, ce qui n'est pas le cas dans la nouvelle offre annoncée par M. Labille. L. G.

## “Pourquoi pas des cours de philo dès deux ans ?”

En octobre, vous cosigniez avec Louis Michel (MR) et Philippe Maystadt (CDH), notamment, un livre intitulé “Ceci n'est pas une crise”. “Les partis ne sont plus adaptés à la société”, écrivez-vous. Pourquoi tant de sévérité ? On est dirigé par un gouvernement de comptables, qui obéit à une doctrine budgétaire de mort. Je pèse mes mots. De mort ! Voyez la dernière mesure du ministre de la Justice, Koen Geens (CD&V) : dorénavant, si vous voulez faire appel, vous devrez le justifier. Quel sera le résultat ? Des gens seront privés d'appel, car incapables de le justifier : ça exigerait d'eux de recourir à un avocat et ils n'en ont pas les moyens. On désengorge la justice par une décision purement budgétaire, sans aucun fondement juridique. Voilà pourquoi le fossé se creuse entre les partis politiques et la population. Parce que les gens ne comprennent pas ça.

**Vous visez tous les partis, y compris le PS ?** Personne n'y échappe. Les citoyens ne se retrouvent pas dans les décisions prises. Ils considèrent que les politiques ne règlent pas leurs problèmes quotidiens, ne donnent pas de perspectives d'avenir. Les

partis sont dans le court-termisme et sans jamais se projeter dans le long terme. On a le nez sur le prochain contrôle budgétaire. D'ailleurs, on va voir ce qu'on va voir au mois de mars.

#### Pourquoi ?

Parce qu'on est hors des clous de la trajectoire européenne, contrairement à ce qu'on dit. Un ancien minis-

tre d'un parti toujours au gouvernement me disait il y a quelques jours : ‘Jean-Pascal, on respectait beaucoup mieux la trajectoire sous Di Rupo que maintenant.’ Les économies réalisées ne sont pas structurelles, alors que c'était une promesse de la N-VA. Dès lors, vous verrez, le durcissement de la N-VA dans les mois qui viennent, il est inscrit dans les astres.

#### A quelle raison l'attribuez-vous ?

On a un alignement de planètes comme jamais : des taux d'intérêt quasi négatifs, un euro faible et un prix du pétrole très bas. Malgré ça, la croissance ne revient pas, pas plus que la création d'emplois. Mais peut-être est-ce parce qu'on est en train de changer de monde... Les vieilles recettes ne fonctionnent plus. Je suis persuadé que les gens s'en rendent compte. D'où leur déception de ne pas retrouver chez les politiques des réponses à la hauteur des enjeux.

#### Les présidents de parti peuvent-ils faire mieux, vu les multiples urgences du moment ?

La chose publique est difficile aujourd'hui, c'est vrai, mais la grandeur de la politique, c'est de savoir s'extraire du court terme. L'enseignement est le plus grand défi que nous ayons à notre échelle. Y a-t-il une vraie réflexion sur le sujet ? Moi, je ne la vois pas. A-t-on par exemple des propositions pour investir massivement dans l'éducation dès le plus jeune âge ? L'écri-

vain Frédéric Lenoir propose de donner des cours de philosophie dès l'âge de trois ans, pour apprendre aux enfants le vivre ensemble, l'esprit critique. C'est une proposition intéressante... On doit réveiller les consciences. Autre question : a-t-on des projets ambitieux pour aider les profs à lutter contre le décrochage scolaire ?

#### Les partis, le gouvernement de la Communauté française ne s'en occupent pas ?

Je l'espère. Mais je pense vraiment qu'on doit aller plus loin qu'on ne le fait actuellement. Je crois qu'on doit extraire l'éducation des querelles basement politiques. L'enseignement est fondamental, crucial pour l'avenir de notre société. N'en faisons pas un enjeu basement électoral. Mettons-le au-dessus des partis. Mais cela exige de la volonté politique et de la vision.

#### Mais les visions sur l'enseignement, selon les sensibilités politiques, ne s'opposent-elles pas ?

Bien sûr, il y aura toujours des nuances dans l'approche. Mais les partis devraient au moins dégager un consensus pour dire : cette question-là, on la met au-dessus des partis, on ne l'utilise pas en campagne électorale pour se taper les uns sur les autres.

*“On est hors des clous de la trajectoire budgétaire européenne. Le durcissement de la N-VA est inscrit dans les astres.”*